

- Troisièmement, il faudrait éviter les programmes qui profitent ou donnent du prestige aux partisans de la ligne dure au sein du gouvernement chinois, plus particulièrement les militaires ou l'appareil de propagande de l'État.

- Dans ce contexte, l'ensemble des nouvelles mesures que nous adoptons en ce moment modifie la plupart des grandes composantes de nos relations.

- Pour ce qui est de nos relations politiques générales avec la Chine, nous continuerons pour l'instant de différer les contacts de haut niveau avec le gouvernement chinois. Nous continuerons également de poursuivre l'action que nous menons dans le domaine des droits de l'homme auprès de diverses institutions des Nations Unies - notamment auprès de l'ECOSOC et de la Commission de droits de l'homme - et nous augmenterons les ressources consacrées, à notre ambassade à Beijing, au suivi de la situation des droits de l'homme en Chine. D'autres mesures éventuelles seront examinées lors des diverses rencontres qui doivent avoir lieu au cours des prochains mois au niveaux multilatéral et international.

- Il est particulièrement important que nous restions en contact avec nos amis et alliés au cours des semaines et des mois à venir, si nous voulons parvenir à un certain degré d'harmonie au niveau international pour une action efficace. Le Sommet de Paris sera la première grande réunion où nous pourrions examiner collectivement l'orientation à donner à nos relations avec la Chine. Nous espérons que cette rencontre sera une occasion d'évaluer dans quelle mesure nos préoccupations et nos réactions sont ou non similaires. Ceci dit, il est important de ne pas donner aux partisans de la ligne dure en Chine des arguments propres à alimenter leur propagande, c'est-à-dire de ne pas leur donner l'impression que les pays de l'Ouest forment une coalition contre la Chine.

- En ce qui concerne l'aide au développement, nous avons l'intention de nous retirer de trois projets qui, selon nous, ne répondent pas aux nouveaux critères - préserver les relations, favoriser les échanges entre personnes et n'apporter aucun soutien aux militaires et à l'appareil de propagande. - ces projets concernent respectivement une aide pour la formation de vérificateurs d'État, un centre d'huile lubrifiante et la gestion du trafic urbain. En outre, nous garderons en attente quatre des cinq accords dont la signature avait été reportée au lendemain des événements qui se sont produits place Tiananmen. Par contre, nous signerons un projet visant à établir des liens entre des collèges communautaires et des établissements équivalents en Chine. Nous interrompons